

LE VRAI SARKOZY



« Ce que les grands médias n'osent pas ou ne veulent pas dévoiler »

Par **Jean-Francois Kahn**,
avec **Serge Maury, Philippe Cohen, Laurence Dequay**
et le service France de "Marianne"

Glaçant ! Il a dit glaçant. Mais s'il ne l'avait pas dit ?

Car enfin, sept jours avant que François Bayrou ne laisse tomber ce glacial jugement, le généticien Axel Kahn avait déjà, dans Marianne, agité le grelot. Ainsi Nicolas Sarkozy, qui, déjà (ceci explique cela), voulait faire repérer chez les marmots de 2 ans les bourgeons de la délinquance, avait pu, dans Philosophie Magazine, déclarer que, selon lui, la pédophilie et le suicide des adolescents étaient d'origine génétique, qu'on était en quelque sorte biologiquement programmé pour la déviance ou l'autodestruction, que l'action éducative ou sociale n'y pouvait rien, le rachat ou la miséricorde divine non plus - retour terrifiant du concept eugéniste du gène du crime - sans que, pendant dix jours, aucun journal quotidien ou hebdomadaire, aucune radio ou télévision réagisse.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, avant la riposte bayrouiste, notre confrère le Monde, que des dérapages de Le Pen qui allaient beaucoup moins loin faisaient immédiatement monter au créneau, n'avait même pas consacré 10 lignes réprobatrices à cette stupéfiante rémanence de l'idéologie socio-biologique de l'extrême droite païenne. Comme s'il était beaucoup plus dangereux de tacler le patron de l'UMP que de stigmatiser le leader du Front national.

Comme si Sarkozy faisait peur.

Or cette sortie intervenait après l'annonce de la création, en cas de victoire de la droite, d'un « ministère de l'intégration et de l'identité nationale », annonce qui avait littéralement sidéré, et pour cause, la presse allemande, et dont même l'extrême droite autrichienne de Jörg Haider avait tenu à dénoncer les « nauséux relents ». Et, surtout, après la série de furieuses philippiques, telles qu'on n'en avait plus entendu depuis quarante ans, inimaginables dans quelque pays européen civilisé que ce soit, relents de propagande stalinienne des années 50 et de rhétorique fascisante d'avant-guerre, qui revenaient à décrire les concurrents du leader UMP, qu'ils fussent centristes ou sociaux-démocrates, comme les candidats protégeant les délinquants, le vol et la fraude, donc du crime, les suppôts des voyous, les représentants du parti des malhonnêtes gens et de la dégénérescence morale, l'anti-France enfin, c'est-à-dire l'incarnation de la haute trahison. Or, cela n'avait nullement empêché que Jean-Louis Borloo, même malheureux comme les pierres, s'aplatisse ; que Simone Veil, fût-ce de la plus mauvaise grâce possible, assure la claque et, dans un premier temps au moins, que les médias, presque tous les grands médias, s'écrasent.

Tant le personnage fait peur.

SES MOTS POUR LE DIRE

Pourquoi ? Parce que ses entreprises de séduction envoûtent. Parce qu'il dispose, partout, et surtout dans les médias, d'amis dans la place et très haut placés ? Ou parce qu'on redoute la brutalité de ses réactions ?

La preuve par l'affaire Azouz Begag. La scène se passe en 2006 : le ministre délégué à l'Égalité des chances, interpellé à propos de quelques fortes saillies du ministre de l'Intérieur, s'excuse : « Je ne m'appelle pas Azouz Sarkozy. » En guise d'agression, on a connu plus destructeur ! Aussitôt, explosion de fureur de Sarkozy qui menace « de casser la gueule de

l'insolent » et lui hurle, par saccades rageusement répétitives, qu'il est « un connard, un salaud, qu'il ne veut plus jamais le voir sur son chemin ». On imagine, un instant, Malek Boutih racontant, dans un livre, que Ségolène Royal lui a aboyé à la figure que François Hollande allait « lui casser la gueule » parce qu'il aurait osé murmurer : « Je ne m'appelle pas Malek Royal. » Aussitôt, invitation sur tous les médias à raconter l'histoire, comme l'ex-socialiste Eric Besson. Là, service minimum. C'est Sarkozy qui a obtenu, comme toujours, le temps de parole. Pour expliquer que ce d'était là qu'infâme menterie. D'ailleurs, a-t-il expliqué sur iTélé, il « croit n'avoir jamais rencontré Azouz Begag ». Surréaliste ! Depuis deux ans, ils font partie du même gouvernement. On imagine ce que signifierait le fait qu'effectivement, bien que siégeant sur les mêmes bancs et participant aux mêmes conseils, Sarkozy ait refusé de voir Begag !

Pour une fois, cependant, le démenti sarkozyen fait flop. Tout le monde sait, en effet, que les mots que rapporte Azouz Begag sont les siens et pas les pires ; que ces derniers jours, par exemple, il n'a cessé de traiter de « connards » ses propres conseillers et animateurs de campagne, accusés d'être responsables de la moindre difficulté de campagne. Un article qui le défrise dans Libération ? Il téléphone au propriétaire, qui est un ami : « Vous êtes un journal de merde ! Avec des journalistes de merde ! » Il refuse, contrairement à Royal et à Bayrou, pourtant très maltraité par Libé, de se rendre dans ce journal pour un entretien avec la rédaction : « Libé n'a qu'à se déplacer ! ». Il considère qu'il n'a pas été reçu à France 3 national avec les honneurs qui lui sont dus. A l'adresse de la direction il hurle : « Si je suis élu, je vous ferai tous virer ! »

INSULTES...

C'est d'« enculés » que se font traiter les confrères d'une radio qui lui ont apparemment tapé sur les nerfs... qu'il a sensibles. Il soupçonne un journaliste d'être favorable à François Bayrou. « Ils couchent ensemble », commente-t-il. Evoquant certains de ses adversaires, il prévient, carnassier : « je vais tous les piquer. Les niquer » Plus macho, tu ouvres un harem. Parlant de Michèle Alliot-Marie, qu'il soupçonnait, à tort, d'avoir joué un rôle trouble dans l'affaire Clearstream, ne l'appelle-t-il pas « la salope » ? L'économiste et expert financier Patrick Artus critique certaines propositions du candidat UMP Il reçoit aussitôt un mail de son chef de cabinet « On s'en souviendra ! » Même expérience rapportée par un industriel qui eut le malheur de déplaire « On se retrouvera. On est pour moi ou contre moi ! » « Je n'ai jamais été confronté, raconte ce patron, à un entourage aussi agressif, aussi belliqueux » Pourquoi le préfet Dubois, responsable des relations presse de la Préfecture de police, est-il débarqué du jour au lendemain : parce qu'il aurait ricané des ennuis conjugaux du ministre !

Une enquête télé avait été réalisée dans les Hauts-de-Seine. Elle montrait l'incroyable pesanteur des pressions (avec carotte et bâton, promesses et chantage) qui se sont exercées sur les élus UDF de ce « Sarkoland » pour qu'ils lâchent Bayrou. L'enquête en question a été « trappée », comme on dit, sur ordre de la direction. Elle aurait déplu ! Sur une radio, interdiction a été faite à un confrère de rappeler, statistiques à l'appui, que le bilan du ministre en matière de sécurité n'est pas bon. Ça eût dérangé !

IL N'A PLUS BESOIN D'INTERVENIR

Or, comme on ne prête qu'aux riches, on soupçonne systématiquement Sarkozy d'être intervenu. Mais, le plus souvent, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas la peine. Il n'a même pas besoin. Quand Paris Match avait publié un reportage sur les amours new-yorkaises de Cécilia et de son chevalier servant, il avait, effectivement, proclamé à la cantonade qu'il aurait la peau du directeur de la rédaction, Alain Genestar. Mais il en resta là. Mieux il obligea Arnaud Lagardère à attendre plusieurs mois avant de le virer. Au Journal du dimanche, mieux encore : parce qu'il avait appris qu'on s'apprêtait à virer le directeur de la rédaction du journal, soi-disant pour lui complaire, il n'intervint cette fois, après avoir reçu et sans doute retourné le confrère, que pour exiger qu'il reste en place. Il a même tenu à donner son avis sur la journaliste politique que devrait embaucher une radio et sur le directeur que ne devrait pas engager Libération ! Ne prend-il pas un malin plaisir à lancer aux journalistes qui lui font cortège : «je connais très bien votre patron. Je sais ce qui se passe dans votre rédaction.»

On s'interroge donc : outre ses très fortes accointances avec les grands patrons des groupes de médias, est-ce la crainte qu'il suscite, la peur des représailles s'il est élu, qui expliquent cette relative impunité dont bénéficie Sarkozy quand il tient des propos ou prend des initiatives qui, venant de Le Pen ou de Ségolène Royal, provoqueraient une irruption réprobatrice dans le landernau ?

Pourquoi toutes ces angoisses affichées en privé, peut-être excessives, mais qui ne s'expriment jamais en public : cette star de la télévision évoque, en cas de victoire du candidat UMP, «un risque de contrôle quasi totalitaire des médias» ; cette consœur de LCI se dit «terrorisée à l'idée d'une présidence sarkozyste» ; cette journaliste du Figaro, qui connaît bien le candidat, et livre une description effectivement assez dantesque de son caractère. Mais pas question de se dévoiler. Il fait peur. «Ma rupture avec lui, confie Jean-François Probst, ex-secrétaire général adjoint du RPR des Hauts-de-Seine et collaborateur de Charles Pasqua, c'est le gaullisme. Je voulais, j'espérais qu'il serait l'homme de rassemblement. Or, il ne cesse de semer la division. Et j'ai passé l'âge de me laisser impressionner par un Hortefeux hystérique.» Mais les autres ?

LES CONFRÈRES ETRANGERS OSENT, EUX !

Les confrères étrangers, eux, n'ont évidemment pas ces pudeurs. Le correspondant à Paris d'une radio suédoise interroge tout de go : «Sarkozy ne représente-t-il pas un risque de dictature » Un journaliste de la télévision croate qui a suivi le candidat dans ses pérégrinations en dresse un portrait, d'ailleurs exagéré, à faire dresser les cheveux sur la tête. Le Süddeutsche Zeitung Munich dépeint « un macho sans scrupule et brutal qui joue avec la peur des gens ». Le Frankfurter Allgemeine Zeitung lui décerne le prix de l'homme politique le plus ambitieux et plus impitoyable d'Europe qui n'a pas de vraie conviction, mais s'aligne sur l'humeur du peuple ». Le quotidien espagnol El País voit en lui un héritier populiste des «régénérationnistes de la droite espagnole de la fin du XIXème siècle». Le Tageszeitung de Berlin (de gauche, il est vrai) décrit un George Bush tricolore qui veut imposer en France l'idéologie de la droite néoconservatrice américaine. La presse italienne insiste sur sa proximité avec la droite post-fasciste de la péninsule (qui s'est, avec Gianfranco Fini, ouverte à la modernité). Si la presse conservatrice britannique identifie volontiers, avec admiration, Sarkozy à Mme Thatcher, la plupart des journaux européens, en particulier scandinaves,

l'assimilent plutôt à un aventurier néo-bonapartiste qui représenterait une grave menace pour la démocratie.

LA PEUR DE LA TRAPPE

En France, en revanche, tout se passe comme si ce type d'analyse était indicible. On n'ose pas. On a peur. De quoi ? Des repréailles si Petit César l'emporte ? De la trappe qui s'ouvrira aussitôt ?

Celle qui s'est ouverte, par exemple, sous les pieds de la députée UMP Nadine Morano. Elue de Lorraine, fervente sarkozyste, talentueuse femme de tempérament, n'ayant pas froid aux yeux, elle faisait partie de la task force du candidat. Et, soudain, à la trappe ! Officiellement, parce qu'un reportage diffusé sur France 3 lui a attribué un rôle un peu ridicule. Mais il se trouve qu'étant l'une des rares à oser s'adresser avec franchise à son héros elle lui avait fait remarquer que, entouré d'une nuée de courtisans qui passaient leur temps à chanter ses louanges et sa gloire, il était devenu allergique à la moindre remarque critique. Elle s'était en outre inquiétée de sa tendance à s'immerger compulsivement dans les sondages qui lui renvoyaient constamment sa propre image. Résultat : out ! « cramée », disent les « bonnes camarades » de la pécheresse. Il fait peur.

Eh bien, il est temps de soulever cette chape de plomb. De braver cette conspiration du silence.

CATHERINE NAY ENTRE LES LIGNES

Il y a quelques mois, Guillaume Durand consacrait deux heures de son émission « esprits libres », au livre plutôt hagiographique de Catherine Nay consacré à Nicolas Sarkozy. Les livres hostiles au candidat UMP, assez nombreux, n'ont jamais eu cette chance. Or la lecture de cet ouvrage, honnête malgré tout, laisse une impression étrange. Certes il est censé vanter les qualités du « grand homme » ; mais, en même temps, et au second degré, il en dresse un portrait psychologique extraordinairement préoccupant : celui d'un homme dont l'unique véritable sujet de préoccupation est lui-même, sa propre saga et sa quête obsessionnelle du pouvoir. L'histoire qui le fascine, c'est la sienne ; de l'humanité, il ne retient que sa part ; son ascension, à quoi se réduit son seul idéal, débouche sur l'arrivée au sommet qui constitue son seul rêve. Il ne lit qu'un livre, celui dont son ambition constitue la trame. N'écoute qu'une seule musique, celle qui lui permet sans répit de chanter son épopée. Aucune ouverture sur une autre perspective que celle dont sa personne dessine l'horizon, sur un autre monde que celui dont il occupe le centre.

Analyse-t-il les changements qui se produisent autour de lui, dans la société ? Non... Mais, sans cesse, il revient sur le seul changement qui l'obsède et rythme ses discours : son propre changement, dont il fait comme un ressort. « C'est vrai, explique-t-il à Catherine Nay, j'étais égoïste, dépourvu de toute humanité, inattentif aux autres, dur, brutal... Mais j'ai changé ! » Sans cesse ensuite, au grand désarroi de ceux qui l'idolâtraient quand il était, à l'en croire, si mauvais, il fera l'aveu de tout ce que lui reprochent ses adversaires pour mieux magnifier l'ampleur des métamorphoses par quoi il se transcende. Quitte à se révéler, à l'usage, plus égotique et plus brutal encore. Au philosophe Michel Onfray il déclare, dans Philosophie

Magazine : «Je vais peut-être vous consterner, mais je suis en train de comprendre la gravité des choix que j'ai faits. Jusqu'à présent, je n'avais pas mesuré »

IL N'A PAS LE DROIT DE LE DIRE

Finalement, le livre de Catherine Nay, bien que non suspect de malveillance, ne révèle-t-il pas une certaine folie et des pulsions autocratiques chez cet homme qu'elle qualifie elle-même de «bonapartiste» ? L'hypothèse formulée suscite, aussitôt, une levée de boucliers indignée sur le plateau de l'émission. On n'a pas le droit de dire ça ! Verboten ! Le directeur du Point, Franz-Olivier Giesbert, siffle le hors-jeu. Lequel Giesbert, pourtant, ne se gêne nullement pour déclarer Dominique de Villepin passible de l'asile d'aliénés. Un talentueux éditorialiste de droite convient, en coulisse, qu'il y a «un vrai problème !» Halte là ! On n'a pas le droit de dire ça ! C'est tabou !

Pourtant, sur toutes les ondes. Eric Besson, l'ex-responsable socialiste, a pu expliquer que Ségolène Royal, Bécassine dangereusement allumée, déjà comparée par Brice Hortefeux à Pol Pot, au fasciste Doriot et à Staline, représente un mixte du maréchal Pétain et du général Franco.

Concernant Chirac, Villepin, Le Pen ou José Bové, on peut également tout oser. Ce n'est qu'à propos de Nicolas Sarkozy qu'on n'aurait «pas le droit de dire ça !». Mais qu'en revanche il serait loisible, comme Paris Match la semaine dernière, de lui consacrer, sur des pages et des pages, des dithyrambes grotesques dignes de Ceausescu, certains journalistes de ce magazine dussent-ils nous avouer qu'ils en auraient «pleuré de honte», mais qu'on ne peut rien contre un ordre d'en haut ! (L'Express a même fait, sur deux pages, ce titre ubuesque : «Sarkozy : il gardera son calme.»)

ET, POURTANT, EN PRIVÉ, ILS LE DISENT

Tous les journalistes politiques savent, même s'ils s'interdisent (ou si on leur interdit) d'en faire état, qu'au sein même du camp dont Sarkozy se réclame on ne cesse de murmurer, de décliner, de conjuguer. Quoi ? Ça ! Lui confier le pouvoir, c'est, déclara Jacques Chirac à ses proches, «comme organiser une barbecue partie en plein été dans l'Estérel». Claude Chirac a, elle, lâché cette phrase : «J'aurais préféré Juppé. Lui, au moins, c'est un homme d'Etat.» Le ministre libéral François Goulard ne le dissimule pas : «Son égotisme, son obsession du moi lui tient lieu de pensée. La critique équivaut pour lui à une déclaration de guerre qui ne peut se terminer que par la reddition, l'achat ou la mort l'adversaire » Sa principale faiblesse ? Son manque total d'humanisme. «Chirac, lui, a le souci des autres, de l'homme. Sarko écrase tout sur son passage. Si les Français savaient vraiment qui il est, il n'y en a pas 5 % qui voteraient pour lui.»

Un des plus importants hiérarques de l'UMP, officiellement soutien fervent du candidat (comment faire autrement ?) renchérit : «Sarkozy, c'est le contraire de l'apaisement. Chirac, vous verrez, on le regrettera. Lui, il n'a jamais eu de mots violents.» «Attention! met en garde le ministre de l'Agriculture, Dominique Bussereau, "on va très vite à la révolte aujourd'hui". «La France, c'est du cristal», dit, inquiet Jean-Pierre Raffarin.

Dominique de Villepin a mis sa langue dans sa poche. Il n'en pense pas moins... que Sarko «a loupé sa cristallisation» ; que «sa violence intérieure, son déséquilibre personnel, l'empêchent d'atteindre à hauteur de la présidence». Les chiraquiens du premier cercle, Henri Cuq (ministre délégué aux Relations avec le Parlement) ou Jérôme Monod, le conseiller, ne veulent pas déroger à la consigne du silence. Mais, en petit comité, les mêmes mots reviennent : «Ce garçon n'est pas mûr. Il n'est pas fini. Il a un compte à régler avec la vie qui le pousse à créer de l'affrontement partout, et non à rassembler.» D'autres brodent «C'est un enfant qui n'atteindra jamais l'âge adulte.» A quoi Roselyne Bachelot réplique : «Mais tous les hommes sont immatures !» On ne parle plus, on n'ose plus parler, comme hier - du moins tout fort -, de «malfrat» ou de «petit voyou» (pourtant, ce qu'on l'a entendu !). Mais, dans les coulisses de l'Elysée, on laisse simplement tomber : «On fait confiance au peuple français !» Et, justement, il y a encore trois semaines, on se communiquait, en jubilant, les sondages qui indiquaient une montée en puissance de François Bayrou. Non point qu'on l'aime, celui-là, ce «démocrate-chrétien jésuitique» mais, enfin, on ne va pas «laisser la France tomber entre les mains de Catilina», dangereux aventurier populiste romain dénoncé par Cicéron.

COMME UNE BANDE DES « CITES »

Un député UMP spécialiste des problèmes juridiques, eut le malheur de s'opposer au ministre de l'Intérieur à propos des «peines plancher». Il est, et reste, sarkozyste. Pourtant, il fait part de son effarement. Cette simple prise de distance lui valut d'être désigné du doigt, menacé de représailles, ostracisé par le clan avec une violence «digne d'une bande des cités». C'est d'ailleurs un ex-haut responsable du RPR qui raconte : «En septembre 1994, aux journées parlementaires de Colmar, alors que Balladur était donné gagnant par tous les sondages, on eut affaire à la garde rapprochée de Sarkozy.

"Elle respirait l'arrogance, elle y allait de toutes les menaces. On disait aux députés restés fidèles à Chirac qu'il allait 'leur en cuire'." L'ancien vice-président du RPR des Hauts-de-Seine Jean-François Probst confirme : «Sarkozy croit toujours, comme en 1995, qu'il peut intimider les gens. Quand je l'ai rencontré, dans les années 80, il avait déjà ses qualités - énergie, ténacité -, et ses défauts, dont j'imaginai qu'il les corrigerait. Je pensais, notamment, qu'il comblerait son inculture. Bernique ! Il n'a fait que courir d'une lumière à l'autre. Il est fasciné par ce qui brille, les nouveaux riches, le show off, les copains à gourmettes même s'ils trichotent avec les règles communes, Tom Cruise qu'il reçoit à Bercy, ébloui, et qu'il fait raccompagner en vaporetto.»

Bien sûr, si les chiraquiens maintenus, les derniers villepinistes, les ultimes vrais gaullistes, quelques libéraux ou ex-centristes ralliés à l'UMP confient, à qui veut les entendre (mais les journalistes qui les entendent n'en rapportent rien), que l'hypothèse d'une présidence Sarkozy les terrifie ; qu'il y a «de la graine de dictateur chez cet homme-là» ; que, constamment, «il pète les plombs», de très nombreux élus UMP, les plus nombreux, sont devenus des groupies enthousiastes de l'homme qui seul peut les faire gagner et dont personne ne nie les formidables qualités de battant. Et le courage. Mais même eux n'étouffent pas totalement leur inquiétude et soulignent volontiers sa violence. «Oui, c'est vrai, reconnaît l'un d'eux, il antagonise, il clive, il joue les uns contre les autres avec la plus extrême cruauté.» «Il n'est vraiment totalement humain, confie un autre, que quand il s'agit de lui-même.» «Il a un problème de nerfs, de paranoïa, admettent-ils tous, mais il s'arrange, il mûrit, il se densifie.»
Voire...

UN LOURD SECRET

Donc, il y aurait, s'agissant du caractère de Sarkozy et de son rapport à la démocratie, comme un lourd secret qui, au mieux, préoccupe ses amis, au pis, angoisse ou affole ceux qui savent, un terrible non-dit dont bruissent les milieux politico-journalistiques, mais que les médias s'interdisent, ou se voient interdire, de dévoiler. Il fait peur ! La gauche elle-même participe de cette occultation. Sans doute s'attaque-t-elle à Sarkozy, parfois même avec outrage et mauvaise foi. Mais que lui reproche-t-elle ? D'être de droite, ou même, stigmatisation suprême, une sorte de « néoconservateur américain à passeport français », comme le clamait Eric Besson avant de retourner sa veste. Est-ce un crime ? La diabolisation de la différence est aussi contestable venant d'un bord que de l'autre. Le débat démocratique implique qu'il y ait une gauche, un centre, une droite, cette dernière n'étant pas moins légitime que ses concurrents. De même qu'une partie de l'opinion reproche au PS d'avoir trahi l'idéal socialiste ; de même une autre partie, importante, estime que Jacques Chirac a blousé son électorat en menant une vague politique de « centre gauche » et exige un fort coup de barre à droite.

C'est cette aspiration «à droite toute» que Sarkozy incarne avec énergie et talent. Le combattre n'exige nullement qu'on criminalise a priori cette incarnation.

IL EST DE DROITE, ET APRES ?

Oui, Sarkozy, en son tréfonds - et même si on l'a convaincu de ne plus rien en laisser paraître -, est «atlantiste» et entend rompre avec la politique gaulliste d'«orgueilleuse» prise de distance à l'égard des Etats-Unis. Oui, il se réclama de George Bush à l'époque où celui-ci triomphait ; oui, il est le candidat quasi unanimement soutenu par le CAC 40, le pouvoir financier et la très haute bourgeoisie ; oui, ses convictions en matière économique et sociale en font plus le disciple de Mme Thatcher que de Philippe Séguin ; oui, il se sent beaucoup plus proche du modèle néolibéral anglo-saxon que du modèle français mixte tel que l'ont façonné les gaullistes, les sociaux-démocrates et les démocrates-chrétiens. Le publicitaire Thierry Saussez, qui lui est tout acquis, explique que «sa manière de faire de la politique renvoie à ce que les patrons et les salariés vivent dans leurs entreprises». Tout est business.

Mais, finalement, en tout cela, il ne se distingue guère des droites européennes qui, comme lui, veulent démanteler l'Etat providence et approuvèrent la guerre de George Bush en Irak.

Au demeurant, son pragmatisme, son cynisme même, son « populisme » de tonalité bonapartiste, son intelligence instinctive, ne permettent nullement de le décrire en ultra-libéral ou en idéologue illuminé. Enfin, même si sa proximité avec la droite néo-franquiste espagnole ou berlusconienne italienne n'en fait effectivement pas un «modéré», loin de là, et même si la rhétorique agressivement extrémiste qu'il déroule, depuis quelques semaines, le déporte loin du centre, le qualifier de «facho» ou de «raciste», comme s'y risque l'extrême gauche, est une stupidité.

Pourquoi faudrait-il (à condition de ne pas abuser des camouflages logomachiques comme le fait le champion UMP quand il cite Jean Jaurès ou multiplie les envolées «ouvriéristes») que se situer à droite constitue, en soi, un délit ? On accuse également Sarkozy, ici de soutenir «l'Église de Scientologie», et là d'avoir promis à Chirac une amnistie contre son soutien. Mais il n'existe aucune preuve. Donc, on ne retient pas.

CETTE VERITE INTERDITE

Le problème Sarkozy, vérité interdite, est ailleurs. Ce que même la gauche étouffe, pour rester sagement confinée dans la confortable bipolarité d'un débat hémiplégique, c'est ce constat indicible : cet homme, quelque part, est fou ! Et aussi fragile. Et la nature même de sa folie est de celle qui servit de carburant, dans le passé, à bien des apprentis dictateurs.

Oh, évidemment, cela se murmure, au point même de faire déjà, au sein de la couche supérieure de la France qui sait, et au fond des souterrains de la France qui s'en doute, un boucan d'enfer. Les médiateurs savent, les décideurs le pressentent. Mais les uns et les autres ont comme signé un engagement : on ne doit pas, on ne doit sous aucun prétexte, le dire.

Etrange atmosphère que celle qui fait que, dans cette campagne électorale, ce qui se dit obsède peu, mais ce qui obsède énormément ne se dit pas ; que ce dont on parle au sein des médias et chez les politiques, les médias, précisément, et les politiques n'en parlent pas !

«Fou», entendons-nous : cela ne rature ni l'intelligence, ni l'intuition, ni l'énergie, ni les talents du personnage. «Fou» au sens, où, peut-être, de considérables personnages historiques le furent ou le sont, pour le meilleur mais, le plus souvent, pour le pire. Écoutons ce que nous confie ce député UMP, issu de l'UDF, officiellement intégré à la meute «de Sarkozy» : «On dit qu'il est narcissique, égotiste. Les mots sont faibles.

"Jamais je n'ai rencontré une telle capacité à effacer spontanément du paysage tout, absolument tout, ce qui ne renvoie pas à lui-même. Sarko est une sorte d'aveugle au monde extérieur dont le seul regard possible serait tourné vers son monde intérieur Il se voit, il se voit même constamment, mais il ne voit plus que ça.»

PLUS FORT QUE LUI...

Au fond, où est le mystère ? Sarkozy, c'est peut-être une qualité, est transparent. Aux autres et à lui-même. Moins il regarde, plus il se montre, s'affiche, se livre. D'autant, comme le reconnaît un publicitaire qui a travaillé pour lui, qu'il ne sait pas se réfréner, se contraindre. «Il est tellement fort, ajoute-t-il drôlement, qu'il est plus fort que lui.» La raison ne parvient jamais à censurer son tempérament. Prompt à interdire, il ne sait pas s'interdire. Quelque chose en lui, d'irrépressible, toujours, l'entraîne au-delà. «Sur un vélo, rapporte Michel Drucker qui a souvent pédalé à ses côtés, même quand il s'agit d'une promenade, il se défonce comme s'il devait constamment battre un record.»

Tous ses proches emploient spontanément la même expression : «Il ne peut pas s'empêcher» Par exemple, de dire du mal de Chirac, même quand la prudence exigerait qu'il s'en abstienne. Ainsi, en 1994, cette salve : «L'électroencéphalogramme de la Chiraquie est plat. Ce n'est plus l'Hôtel de Ville, c'est l'antichambre de la morgue. Chirac est mort, il ne manque plus que les trois dernières pelletées de terre.» Il ne peut pas s'empêcher, non plus, de se livrer à un jubilatoire jeu de massacre en direction de ceux, de son propre camp, qui ne sont pas de sa bande ou de sa tribu. «Jamais, peut-être, un leader politique n'avait aussi systématiquement pris son pied - dixit une de ses victimes au sein de l'UMP - à assassiner, les unes après les autres, les personnalités de son propre camp pour, après le carnage, rester seul entouré de ses chaouchs »

Après la défaite de 1995, ne s'est-il pas livré, dans le journal les Echos, sous pseudonyme, à une descente en flammes de ses propres comparses : François Fillon ? «Un nul qui n'a aucune idée.» Michel Barnier ? «Le vide fait homme.» Philippe Douste-Blazy ? «La lâcheté faite politicien.» Alain Juppé ? «Un dogmatique rigide. Fabius en pire.» Quant à Villepin, il s'est plu, si l'on en croit Franz-Olivier Giesbert, à lui promettre de finir «pendu au croc d'un boucher». Vis-à-vis des autres, fussent-ils des amis politiques, aucune tendresse ! Jamais !

IL SUFFIT DE L'ÉCOUTER

Sarkozy, il suffit, au demeurant, de le lire ou de l'écouter. De quoi parle-t-il ? De lui. Toujours. Compulsivement. Psychanalytiquement. Que raconte-t-il ? Lui ! Qui prend-il comme témoin ? Lui ! Qui donne-t-il en exemple ? Lui ! Il est, jusqu'au délire parfois, sa propre préférence. Jamais hors «je». Ce «je» qui, à l'entendre, est forcément «le seul qui», «le premier à», «l'unique capable de», «le meilleur pour». Comme si l'univers tout entier était devenu un miroir qui ne lui renvoie plus que son reflet, quitte à entretenir constamment chez lui l'angoisse que le miroir lui dise un jour, comme à la marâtre de Blanche Neige, qu'il n est «plus la plus belle».

C'est pourquoi, d'ailleurs - et même ses proches s'en effarent -, il vit constamment immergé dans les enquêtes d'opinion, qui, plusieurs fois par jour, ont pour objet de le rassurer sur l'évolution de son image. Un argument ne passe pas ? On y renonce. Un mot fait tilt ? On le répète à satiété. Une peur s'exprime ? On la caresse dans le sens du poil. Le public veut des expressions de gauche ? On lui en servira. Une musique d'extrême droite ? On la lui jouera. Il a même été jusqu'à faire l'éloge de la violence sociale... des marins pêcheurs.

Il commande tellement de sondages qu'il est devenu le meilleur client de certains instituts, qui, du coup, ont quelques scrupules à ne pas satisfaire son contentement de soi. Il a même réussi à inspirer à l'Ifop des sondages, publiés dans le Figaro, dont les questions quasiment rédigées par son entourage (sur l'affaire de Cachan ou la polémique avec les juges) ne permettaient pas d'autres réponses que celles qui le plébiscitaient.

IL EST « LE SEUL QUI... »

Etrangement, si, constamment confronté à son reflet, il ne cesse d'intervenir pour en corriger les ombres, sa capacité d'écoute (ou de lecture) est extrêmement faible. Invite-t-il des intellectuels médiatiques à déjeuner au ministère de l'Intérieur que l'un d'eux, Pascal Bruckner (qui pourtant le soutient), explique que, loin de s'imprégner de leurs analyses, il a pratiquement parlé tout seul. Reçue par lui, la démographe Michèle Tribalat lui écrit «J'ai pu apprécier votre conception du débat. Vous n'imaginez pas qu'un autre point de vue (que le vôtre) présente un quelconque intérêt.» D'ailleurs, il refuse les débats. Lors de ses prestations télévisées, on s'arrange pour qu'il n'ait jamais de vrais contradicteurs pouvant exercer un droit de suite. Le plus souvent, il choisit, d'ailleurs, lui-même les autres intervenants.

Cette abyssale hypertrophie du moi, à l'évidence, entretient chez Sarkozy cette hargne de conquête, de contrôle, cette boulimie de pouvoir exclusif, le conduit à éradiquer toutes les concurrences potentielles et à neutraliser, à étouffer contestations et critiques. Il suffit, d'ailleurs, de l'écouter, mais aussi de le regarder «être» et «faire». Jamais il ne se résout à n'être qu'un membre, fût-ce le premier, d'un collectif. Forcément l'unique, le soleil autour

duquel tournent des affidés. D'où sa prédilection pour un entourage de groupies de grandes qualités et de grands talents, à la vie à la mort, « une garde rapprochée » comme on dit, mais aussi de porte-serviettes et de porte-flingues, de personnages troubles encombrés de casseroles et de transfuges. Avec eux, peu de risques !

DOUBLE DISCOURS

Il y a, chez Sarkozy, une incroyable dichotomie du discours (ou plutôt du double discours). Seul peut l'expliquer le fait que le rapport à lui-même est, chez lui, à ce point central que cette centralité de l'ego épuise en elle-même, et donc en lui-même, toute contradiction. Ainsi, au lendemain de ses brutales tentatives de criminalisation de ses concurrents, Bayrou l'ayant épinglé sur l'affaire du déterminisme génétique, il déclare benoîtement «Un candidat devrait s'abstenir de toute attaque contre ses adversaires !» Le jour même où il décide de jouer à fond, contre les candidats qui lui sont opposés - et avec quelle violence ! -, la stratégie guerrière de l'affrontement manichéen, il présente un opuscule dans lequel il explique (sous la rubrique «J'ai changé») qu'il eut, certes, sa phase brutale, mais qu'il est désormais totalement zen et apaisé. Azouz Begag, dans son récit, rapporte que, lorsqu'il osa critiquer l'emploi du mot «racaille», le ministre de l'Intérieur hurla qu'il s'agissait d'un scandaleux manque de solidarité gouvernementale, qu'il était inconcevable qu'un ministre critique un collègue. Or, depuis des mois, il avait lui-même déclenché un tir nourri contre Chirac et Villepin, son président de la République et son Premier ministre.

D'une façon générale, il en appelle volontiers à une solidarité sans faille des siens, tout son camp devant se mettre à sa disposition, mais, pendant la crise du CPE, alors qu'il avait lui-même, le premier, préconisé ce type de contrat de travail, non seulement il en pointa soudain l'inanité et exigea son retrait, mais, en outre, il incita l'un des leaders de la révolte estudiantine à «tenir bon». Il s'agissait, évidemment, d'achever Villepin.

COMME ON ASSASSINE TOUS LES CONCURRENTS...

A entendre les chiraquiens, même ceux qui se sont ralliés à son panache, c'est lui, Sarkozy, qui, ministre du Budget de Balladur, lança la justice sur la piste du scandale des HLM de Paris après que, dans l'espoir d'un étouffement, l'industriel Poullain, le patron d'une société de revêtement, eut emmené le dossier à son lieutenant, Brice Hortefeux. Objectif ? Abattre Chirac ! C'est lui encore, prétendent-ils, qui aurait fait révéler, au Canard enchaîné, l'affaire de l'appartement d'Hervé Gaymard, en qui il voyait un adversaire.

C'est lui encore qui fit distiller, dans la presse, de quoi faire continuellement rebondir le feuilleton du scandale Clearstream transformé en machine à broyer et achever Dominique de Villepin. Quand, dans un grand meeting parisien, il lança que la victoire du oui au référendum européen permettrait de sortir, enfin, du modèle social fiançai n'était-il pas conscient qu'il favorisait de sorte le camp du non et, par voie de conséquence, plombait le pauvre Jean-Pierre Raffarin ? Autrement dit, soyez avec moi qui ai profité de toutes les occasions pour être contre vous. En fait Sarkozy vit ses contradictions comme une cohérente unicité de parcours dès lors que c'est lui, l'unique, le point central, qui porte et justifie cette cohérence. Ainsi, lorsqu'il accuse ses concurrents, de gauche ou centristes, d'être les candidats de la fraude, de la voyoucratie et de la dégénérescence morale, c'est le jour où Tapie, l'un des rares affairistes qui lui manquait encore, se rallie à lui.

FAILLITE MORALE, DIT-IL

Quelle capacité d'auto amnistie cela révèle !

Car, enfin, se faire, fût-ce en partie, offrir un luxueux appartement aménagé par le promoteur qu'on a systématiquement favorisé en tant que maire, et dans l'espace dont on a, toujours comme maire, financé l'aménagement, est-ce un exemple d'attitude hautement morale ? Permettre, après qu'on fut devenu ministre, à son ancien cabinet d'avocats, en partie spécialisé dans les expulsions de locataires après vente à la découpe, de continuer à porter son nom - société Arnault Claude Nicolas Sarkozy-, ce qui s'avère d'autant plus intéressant qu'on continue à détenir un gros paquet d'actions et à toucher des dividendes -, est-ce le modèle même du comportement impitoyablement moral ? Publier un livre consacré à l'ancien ministre Georges Mandel qui se révèle, pour partie au moins, être un plagiat coupé-collé de la thèse universitaire de Bertrand Favreau, certaines erreurs comprises, est-ce la quintessence du moralisme intégral ?

Est-ce une moralité sans faille qui permit à Thierry Gaubert d'organiser son vaste système de gestion arnaqueuse du 1 % logement dans les Hauts-de-Seine à l'ombre des réseaux sarkozystes dont il fut, un temps, l'un des principaux rouages ? Est-ce sous le drapeau de la moralité qu'on envoya de gros clients très évasifs au banquier suisse Jacques Heyer qui, d'ailleurs, consuma leur fortune (celle de Didier Schuller en particulier) ? Les rapports d'affaires (ou de tentatives d'affaires) avec l'intermédiaire saoudien Takieddine étaient-ils placés sous le signe de l'intégrisme moral ? Le soutien constant apporté aux intérêts du groupe Barrière dans les casinos et les machines à sous ne fut-il dicté que par des considérations moralistes ? Pourquoi, enfin, avoir promis de rendre public son patrimoine et être le seul à s'en être abstenu ?

UN SYSTEME CLANIQUE

Sarkozy n'est pas du tout un malhonnête homme. Simplement il est, fût-ce à son corps défendant, le pur produit d'un système, celui du RPR des Hauts-de-Seine, dont Florence d'Harcourt, l'ex-députée gaulliste de Neuilly, a crûment décrit l'irrépressible mafiosisation, renforcée par le déferlement des flux financiers immobiliers générés par le développement du quartier de la Défense, dont Sarkozy tint d'ailleurs à présider l'établissement public.

Son suppléant, en tant que parlementaire, fut d'ailleurs le maire de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, puis sa fille qui, bien qu'adjointe à la mairie de Puteaux, bénéficia en même temps d'un emploi fictif à la mairie de Neuilly. Quand Sarkozy voulu récupérer son siège de député, hop ! , on la nomma au Conseil économique et social. Devenu, à tort ou à raison, le symbole d'une certaine «ripouïsation» d'un demi-monde de politiciens locaux, Ceccaldi-Raynaud, petit dirigeant socialiste en Algérie française, dû regagner précipitamment la métropole à la suite des graves accusations dont il était l'objet, y compris d'avoir toléré des mauvais traitements dans un camp de prisonniers dont il était responsable. En France, élu de la gauche SFIO à Puteaux, il passa à droite et, lors de l'une de ses premières campagnes électorales, ses gros bras tuèrent un militant socialiste et en blessèrent d'autres.

Ensuite, il traîna derrière lui tellement de casseroles (dernière affaire : il est mis en examen dans une affaire de marché truqué de chauffage urbain) qu'il devint une sorte de mythe. Sarkozy, ce qui plaide peut-être en faveur de son sens de la fidélité, ne l'a jamais lâché, même

quand, ministre des Finances, il aurait pu ou dû. Quand la fille Ceccaldi-Raynaud, députée-maire à son tour, mécontente des critiques d'un journaliste blogueur, laisse publier sur le site de la mairie une lettre laissant supposer une inclinaison infamante, Sarkozy ne moufte toujours pas. Il resta pareillement fidèle à son grand ami le député-maire de Levallois Patrick Balkany.

Quand ce dernier, archétype lui aussi du roi de la magouille affairisto-municipale, employeur à son seul profit du personnel de la mairie, accablé par la justice et accusé, en prime, de se livrer à des fellations sur menace de revolver, écarté du RPR, est défié par un gaulliste clean, Olivier de Chazeaux, qui soutint Sarkozy ? Patrick Balkany. C'est-à-dire le délinquant. Notons que les Levalloisiens, par suite d'une gestion que soutient Sarkozy, supportent une dette de 4 000 à 6 000 € par habitant. C'est, d'ailleurs, le cabinet d'avocats Sarkozy qui défend, entre autres, la mairie de Levallois, laquelle accumule les contentieux.

QUI SONT SES SOUTIENS ?

Faut-il rappeler que ses principaux et premiers supporteurs dans le monde politique ne furent et ne sont pas spécialement vêtus de probité. Le candide Alain Carignon, Gérard Longuet, Thierry Mariani, Manuel Aeschlimann (150 procédures, 600 000 € de frais d'avocats par an) et même Christian Estrosi n'ont pas précisément défrayé la chronique à cause de la blancheur immaculée de leur curriculum vitae. Il paraît même que Pierre Bédier en pince désormais pour lui.

Quant à son fan-club, qui prétendra qu'il n'est constitué que de parangons de vertu : Doc Gyneco, chargé comme un sherpa, Johnny Hallyday qui répudie la France pour ne plus payer d'impôts, comme Jean-Michel Goudard, l'un de ses principaux conseillers en communication, Antoine Zacharias, le Napoléon des stock-options ?

Certes, à l'image de Simone Veil ou de l'écrivain Yasmina Reza, de très nombreuses personnalités de grande qualité, représentant tous les milieux et toutes les professions, soutiennent également Sarkozy, y compris certaines en provenance d'une haute intelligentsia réputée de gauche, mais droitisée par leur soutien à la guerre d'Irak. Reste que le profil de ses partisans les plus enthousiastes et les plus engagés, y compris les plus faisandés des ex-petits marquis mitterrandolâtres, ne font pas nécessairement de Sarkozy (dont il n'est pas question de mettre en doute l'intégrité ou l'allergie à la déviance) le mieux placé pour dépeindre l'ensemble de ses adversaires en défenseurs de la fraude, de la délinquance et de la décadence morale.

« L'IDENTITÉ NATIONALE », PARLONS-EN...

**Est-il, en revanche, fondé à se proclamer seul défenseur de «l'identité nationale» ?
Mais qui se déclarait «fier d'être surnommé Sarkozy l'Américain» ?**

Qui affirma, aux Etats-Unis, qu'il se sentait souvent «un étranger dans son propre pays» ?

Qui regretta que la France ait brandi son droit de veto pour s'opposer à la guerre d'Irak ?

Qui stigmatisa, depuis l'Amérique «l'arrogance» dont aurait fait preuve Dominique de Villepin lors de son fameux discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU ?

Qui, avant de confier au chiraco-séguiniste Henri Guaino le soin de rédiger ses interventions, opposa sans cesse la ringardise du «modèle français» à la modernité du modèle anglo-saxon ?

Nicolas Sarkozy pourrait d'ailleurs largement figurer dans la rubrique «Ils ont osé le dire», tant ses propos, depuis quinze ans, illustrent éloquemment tout ce qui précède, c'est-à-dire une dichotomie rhétorique qui se cristallise dans l'unicité de son exaltation du moi !

Citons, presque au hasard : «Il y en a combien qui peuvent se permettre d'aller à La Courneuve ? Je suis le seul [toujours le seul !] à être toléré dans ces quartiers. Je suis le seul !» «J'irai systématiquement, toutes les semaines, dans les quartiers les plus difficiles et j'y resterai le temps nécessaire» (2005).

«Kärcher en septembre, 200 000 adhérents [à l'UMP] en novembre.» «Racaille, le vocable était sans doute un peu faible.»

«Vous savez pourquoi je suis tellement populaire ? Parce que je parle comme les gens» (avril 2004).

« Maintenant, dans les réunions publiques, c'est moi qui fais les questions et les réponses et, à la sortie, les gens ont l'impression qu'on s'est vraiment parlé » (le Figaro, mai 2005).

«Les gens qui habitent Neuilly sont ceux qui se sont battus pour prendre plus de responsabilités, pour travailler plus que les autres.»

«Si je ne faisais pas attention, tous les jours je serais à la télévision jusqu'à ce que les téléspectateurs en aient la nausée» (1995).

«Le rôle du politique est de tout faire pour ne pas exacerber les tensions. Plus la société est fragile, moins le discours doit être brutal. La meilleure façon de faire avancer la société, c'est de la rassurer, non de l'inquiéter La réforme doit être comprise comme un ciment, non comme une rupture» (juillet 2006 dans Témoignages).

«Je n'aime pas étaler ce qui, finalement, appartient à ma vie privée.»

«La France souffre de l'égalitarisme et d'un état de nivellement.»

«Dans un monde où la déloyauté est la règle, vous me permettrez d'afficher, de manière peut-être provocante, ma loyauté envers Jacques Chirac» (juin 1992).

«Je refuse tout ce qui est artifice pour façonner à tout prix une image, les photos avec femme et enfants, la success-story, vouloir se faire aimer, poser en tenue décontractée.»

On nous dira, ensuite : il faut lui faire confiance, il faut le croire. Mais où est le filet de sécurité ?

LE VRAI DANGER

On évoque obsessionnellement le danger Le Pen. Il existe un risque, en effet. Un terrible risque que, comme en 2002, le leader de l'extrême droite déjoue tout les pronostics et porte ainsi un nouveau coup à notre système démocratique. Mais tout le monde sait que Le Pen, lui, ne sera pas élu président de la République. Heureusement, il ne dispose, lui, contrairement à son adversaire - concurrent de droite (à l'égard duquel il fait preuve d'une certaine indulgence), ni du pouvoir médiatique, ni du pouvoir économique, ni du pouvoir financier. Pouvoirs qui, en revanche, si Sarkozy était élu - et il peut l'être -, ainsi que le pouvoir policier et militaire, seraient concentrés, en même temps que les pouvoirs exécutif et législatif, entre les mêmes mains, lesquelles disposeront, en outre, d'une majorité au Conseil constitutionnel, au CSA et au sein de la plupart des institutions du pays.

Hier, le journal la Tribune trappait un sondage parce qu'il n'était pas favorable à Sarkozy ; une publicité pour Télérama était interdite dans le métro parce qu'elle était ironique à l'égard de Sarkozy ; un livre était envoyé au rebut, le patron d'un grand magazine également, parce qu'ils avaient importuné Sarkozy ; Yannick Noah était censuré, parce que ses propos déplaisaient à Sarkozy. Aucun journal, fût-il officiellement de gauche, n'a échappé aux efficaces pressions de Sarkozy.

Voter Sarkozy n'est pas un crime. C'est même un droit. Nous ne dirons pas, nous, que ce candidat représente la fraude, la délinquance, l'anti-France et la faillite morale.

Nous voudrions simplement qu'on se souvienne plus tard - quitte, ensuite, à nous en demander compte - que nous avons écrit qu'il représente pour la conception que nous nous faisons de la démocratie et de la République un formidable danger.

S'il est élu, nous savons que nous pourrions en payer le prix. Nous l'acceptons !

14 au 20 avril 2007 / Marianne